

France

SOCIÉTÉ

projet de loi touraine

Des buralistes excédés attaquent des radars

Depuis début juin, la Confédération des buralistes se mobilise pour contester la mise en œuvre du projet de paquet de cigarettes neutre.



A travers la France, des dizaines de radars ont déjà été recouverts par des buralistes en colère. Photo LCL

Depuis trois semaines, partout en France, des buralistes en colère s'en prennent aux radars automatiques pour crier leur colère contre la loi Touraine, qui doit être examinée cette semaine au Sénat. Les buralistes ont prévu de se mobiliser le 22 juillet, jour de l'examen du texte par la commission des affaires sociales du Sénat. Les députés ont déjà adopté depuis avril l'instauration en mai 2016 de paquets neutres.

« La mort de notre débit »

Ce week-end, en Gironde, ils ont « neutralisé » une dizaine de radars à la sortie de Bordeaux, selon leur fédération départementale. Les radars, situés pour la plupart sur des embranchements autoroutiers à la sortie de la ville, ont été recouverts d'un sac portant le slogan : « Supprimer les buralistes ne fera pas baisser le tabagisme ». Non au paquet neutre, non au paquet à 10 € », précise Joaquin Rompante, président de la fédération girondine. À Bordeaux, des sacs similaires ont été utilisés pour recouvrir les fêtes de statues de la Fontaine des Girondins, emblématique fontaine du centre-ville de Bordeaux.

Des affiches, avec la même mention, ont également été pla-

cardées sur la permanence départementale du Parti socialiste et sur celle de la députée PS et ex-ministre aux Personnes âgées, Michèle Delaunay, très engagée dans la lutte contre le tabagisme, a indiqué le représentant départemental.

Début juillet, c'est en Champagne-Ardenne et en Lorraine qu'une cinquantaine de radars avaient été recouverts. Les premiers d'une longue série... avec la promesse de nouvelles actions si le paquet neutre est maintenu.

Plus tôt la semaine dernière, c'est dans la Drôme et l'Ardèche que cette vingtaine de radars ont encore été neutralisés. Les unions des buralistes de ces deux départements rhônalpins estiment que les mesures de la loi Touraine vont encourager la contrebande illégale ou l'achat, même légal, hors de France.

« Le paquet neutre, c'est la mort de notre débit ! », déplore Joaquin Rompante. « Si l'Etat peut se passer des taxes générales par nos débits de tabac, il peut aussi se passer de l'argent générée par les radars ! Nous voulons qu'en resté aux paquets que l'Europe demande », soit une neutralité préconisée sur 65 % du paquet, a-t-il ajouté.

J. C. (avec AFP)

CLIMAT

meeting à toulouse

Chaleur: les scientifiques au secours des villes

Comment éviter que les villes ne deviennent des fournaisons en raison du réchauffement climatique ? C'est ce sur quoi vont se pencher près de 600 scientifiques que 50 000 euros réunis cette semaine à Toulouse. Pour Météo France, organisateur de la rencontre, cette 9^e conférence internationale sur le climat urbain (ICUC9) - mettra l'accent sur l'adaptation des villes au changement climatique et notamment sur la réintroduction de la végétation en milieu urbain.

Plus difficile à supporter pour les citadins

Les climatologues étudient depuis les années 1970 le phénomène de « filot de chaleur urbain » qui aggrave en ville les effets d'une vague de chaleur.

« Les températures sont supérieures en ville à celles des campagnes voisines. C'est moins lié à la production de chaleur des activités humaines qu'à la chaleur emmagasinée dans la jour-

née par la pierre et le bitume qui empêche l'air de se refroidir la nuit », explique Valéry Masson, directeur de recherche de l'équipe climat de Météo France à Toulouse. Lorsqu'une vague de chaleur débute, la situation empire de jour en jour : « On a constaté sur une ville comme Paris, un îlot de chaleur de 8 degrés d'écart par rapport à la campagne », indique M. Masson.

« Les effets sanitaires sont cumulatifs », selon le chercheur de Météo France. « Les gens n'arrivent pas à récupérer la nuit, la déshydratation progresse et avec elle la mortalité des personnes vulnérables », ajoute-t-il. L'ICUC réunit depuis 2000 tous les scientifiques travaillant sur le climat urbain pour réfléchir aux moyens de rompre ce cycle infernal. L'intérêt des collectivités et des urbanistes s'est renforcé au fil des éditions, en dernier lieu à Yokohama et Dublin.

TERRORISME

st-quentin-fallavier

Selfie macabre diffusé : l'enquête est ouverte

Le parquet de Paris a ouvert samedi une enquête pour « apologie d'acte de terrorisme » après la diffusion, sur un compte Twitter, présenté comme proche du groupe Etat islamique, d'une photo décrite comme étant le selfie macabre pris par Yassin Salhi avec la tête de sa victime, son patron, l'employant dans une entreprise de transport du Nord-Isère.

L'enquête a été ouverte des chefs d'« apologie d'acte de terrorisme, de provocation à la commission d'acte de terrorisme et d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Yassin Salhi a été interpellé après avoir attaqué, le 26 juin, un site gazier à Saint-Quentin-

Fallavier et assassiné son patron, Hervé Cornara. Il est soupçonné d'avoir décapité ce dernier, puis de s'être pris en photo avec la tête, accrochée ensuite à l'une des grilles de l'usine. Une image envoyée par la suite à un contact converti à l'islam dans les années 2000 et parti avec sa femme et son enfant en Syrie à la fin de l'année dernière, Sébastien Younes. D'après les services de renseignement, le destinataire de la photo se trouve actuellement à Raqa, en Syrie.

C'est ce cliché qu'auraient posté des membres du groupe Etat islamique sur un compte qui pourrait être appartenue à Daech. Le compte a depuis été suspendu sur Twitter et n'est plus accessible.

AGRICULTURE

pour soutenir les éleveurs français en détresse

Viande: appel au patriotisme des consommateurs

Le label « Viandes de France », qui existe depuis 2014, est remis au goût du jour. Le Président estime que les consommateurs peuvent faire un effort en termes de prix. Il faut s'attendre à des hausses dans les rayons.

Face à la crise de l'élevage, François Hollande a fait appel au patriotisme des consommateurs, samedi lors de son passage sur le Tour de France. Il reprend ainsi le cheval de bataille d'Arnaud Montebourg, l'ancien ministre du Redressement productif, qui s'est fait l'avocat du « made in France ». Le président a invité les Français « à manger autant qu'il est possible les produits de l'élevage français ». Il a souhaité aussi « des achats de produits français » dans les cantines et les centres de vacances.

Pour que les consommateurs fassent leurs courses en connaissance de cause, François Hollande a annoncé la mise en place « des lundi » d'un label « Viandes de France ». En fait, ce label existe déjà depuis début 2014. Il avait été lancé en réaction au scandale de la viande de cheval et garantit une viande issue d'animaux nés, élevés, abattus, découpés et transformés en France. Mais le logo bleu blanc rouge en forme d'hexagone, avec une tête d'animal, est resté étonnamment discret dans les rayons.

Faudra-t-il payer la viande plus cher ?

Les Français sont-ils prêts à payer plus cher une viande française ? François Hollande a déclaré comprendre « le consommateur, qui fait au plus juste et qui prend un produit, même s'il vient de loin, dès lors qu'il est moins légal ». Il estime toutefois que les français peuvent « faire aussi un effort » face à la crise qui menace près de 20 000 exploitations agricoles à cause

le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Les consommateurs doivent s'attendre en effet à une hausse prochaine du prix de la viande. « Si jamais on décide de privilier la viande française, les prix risquent d'augmenter certainement », reconnaît Thierry Desouches, porte-parole de l'enseigne de grande distribution Système U.

Les grandes surfaces sont accusées d'être en partie responsable de la crise actuelle, à cause de la guerre des prix. François Hollande leur a demandé samedi d'offrir un meilleur prix aux éleveurs en détresse. « La grande distribution a joué le jeu extrêmement dangereux des prix bas, les industriels s'y sont piés et aujourd'hui, c'est la catastrophe », affirme Jean-Pierre Fleury, président de la fédération nationale bovine (FNB).

Dégringolade des cours, compétitivité

Le 17 juin dernier, les acteurs de la filière étaient engagés à révaloriser les prix d'achat de la viande bovine de 5 centimes par semaine. Le compte n'y est pas, comme l'admet Stéphane Le Foll. A peine 7 centimes ont été gagnés en un mois.

Pour Thierry Desouches, la grande distribution a pourtant pris ses responsabilités. « Système U a fait des prix minimaux en dessous desquels nous n'achetons pas : 34 centimes pour le litre de lait et 1,40 € le kilo de viande fraîche de porc », rappelle-t-il, tout en reconnaissant que les agriculteurs n'en profitent pas dans un contexte de « dégringolade des cours » et de manque de compétitivité à cause

d'une « distorsion de la concurrence », au sein de l'Europe. « L'Allemagne produit une viande de porc à un coût très inférieur à celui des producteurs français. Les abattoirs emploient le personnel roumain ou hongrois payé aux conditions salariales de leur pays d'origine », déplore-t-il.

Dans ces conditions, comment s'étonner que la marque Cochon, prise pour cible sur la caravane du Tour de France par des agriculteurs, se fournisse en partie en Allemagne pour ses saucissons ?

Luc CHAILLOT.

Déjà vendredi dernier, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, avait mis en avant le label « Viandes de France » en faisant le point sur la crise de l'élevage. Photo DR

Espoir d'un coup de pouce

Xavier Beulin, le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), juge positivement les déclarations de François Hollande sur la crise de l'élevage car « elles témoignent d'une prise de conscience de la gravité de la situation ». « Cela permettra d'avoir un petit coup de pouce sur les prix. La qualité de la viande française peut justifier un renchérissement », estime-t-il. Xavier Beulin rappelle cependant qu'à très court terme les éleveurs veulent un effort significatif des transformateurs et de la grande distribution. « Il faut aussi se poser la question de la compétitivité de nos exploitations agricoles, sur lesquelles pèse le coût du travail et beaucoup de normes », reconnaît-il. Partout en France, les agriculteurs continuent d'expliquer leur colère. Hier, de 300 à 350 éleveurs et producteurs de lait ont manifesté près de Caen (Calvados). Ceux qui déversent des déchets devant un abattoir, une plateforme de distribution et un transformateur de viande de porc.



Hier à Avignon, ambiance détendue. Photo AFP

SOCIAL

A Avignon, Valls et les intermittents...

Le Premier ministre Manuel Valls a rencontré hier à Avignon les syndicats et employeurs de la préfecture du Vaucluse, un an après la grève des intermittents qui avait en partie compromis les festivals de l'été. « Nous avons établi un climat de confiance qui est indispensable [...] un an après la crise de l'an dernier », a souligné Manuel Valls. Le Premier ministre, confronté en 2014 au risque d'annulation des festivals de l'été, du fait de la grève des intermittents contre la nouvelle convention d'assurance chômage, avait alors lancé une concertation, qui a abouti à la pérennisation du régime dans une loi en cours de discussion.

POLITIQUE

Le Maire fier et hué par les antimariage gay

Le député Les Républicains de l'Eure Bruno Le Maire affirme au JDD être fier « d'avoir été hué par les opposants à l'ouverture du mariage aux couples homosexuels ». La vraie violence surgi quand on menace votre intégrité physique. J'ai connu des moments durs dans ma carrière. Mais lors de ce meeting, j'ai ressenti de la fierté quand j'ai été hué pour mes convictions », affirme Le Maire. « Qui je crois au mariage homosexuel », a-t-il déclaré.

HOMICIDE

Nice : un jeune homme tué par balle

Un homme de 20 ans, connu pour des faits mineurs de trafic de stupéfiants, a été tué par balle samedi soir à Nice dans le quartier populaire de l'Arrière. Le jeune homme a d'abord été agressé dans la rue par deux personnes, avant de trouver refuge dans une voiture. Cela la que la victime a reçu une balle mortelle en pleine tête tirée à travers la vitre », a indiqué le procureur de la République.

DRAME

Un piéton décède heurté par un train

Un train intercity assurant la liaison entre Bordeaux et Nantes a heurté un piéton qui se trouvait sur la voie provoquant l'immobilisation du train pendant près de deux heures. L'enquête n'a pas encore déterminé les raisons de sa présence sur les rails.

ACCIDENT

Un garçon de 3 ans se noie dans une piscine

Un garçon de trois ans s'est noyé dimanche en fin de journée dans une piscine privée de la Drôme, après avoir visiblement échappé à la vigilance de ses parents, sur la commune de Malataverne dans le sud du département. Plus tôt, en fin de matinée, un autre garçon âgé de 14 mois était également tombé dans l'eau d'une piscine à Lapeyrouse-Mornay.

MONTAGNE

Il se tue dans un accident d'escalade

Un homme de 68 ans, qui pratiquait l'escalade en Savoie avec des amis, est mort hier matin à La Côte-d'Albion en chutant de 150 mètres, à une altitude de 2 500 mètres. Le sexagénaire se trouvait au pied d'une des voies d'escalade situées sur la face sud de la Pierre Menta. Le groupe n'était pas encordé lorsqu la victime, originaire de la région parisienne, a dévissé vers 9 heures sur un sentier escarpé, en tentant de regagner le premier point de relais fixé sur la paroi.

MUSIQUE

Succès du festival des Vieilles Charrues

Le équipage du festival des Vieilles Charrues, qui a accueilli cette semaine à Carhaix (Bretagne) des têtes d'affiche comme Muse, Calogero ou John Baez, mais aussi des artistes très prometteurs, a salué hier une édition « merveilleuse », qui a attiré durant plus de 250 000 fans.

TERRORISME

st-quentin-fallavier

Selfie macabre diffusé : l'enquête est ouverte

Jacques Delors va bien. Il éprouve quelques difficultés à se déplacer, après une opération de la hanche, l'année dernière. Mais il a conservé toute sa passion de l'Europe et sa volonté de suivre son évolution au plus près : « Il ne cesse de nous demander des notes », témoigne Yves Bertoni, directeur de l'institut Jacques-Delors. « C'est un autodidacte. Il n'aime pas suivre les journaux, il veut les maîtriser en détail. »

La passion, elle, est à nouveau exprimée lorsqu'il a été distingué du titre de Citoyen d'honneur de l'Union – trois fois seulement à ce titre, après Jean Monnet et Helmut Kohl. C'était le 27 juin, à l'issue d'un Conseil européen de crise sur la Grèce... « J'enrage », écrit Delors dans un communiqué de remerciement.

Fallavier et assassiné son patron, Hervé Cornara. Il est soupçonné d'avoir décapité ce dernier, puis de s'être pris en photo avec la tête, accrochée ensuite à l'une des grilles de l'usine. Une image envoyée par la suite à un contact converti à l'islam dans les années 2000 et parti avec sa femme et son enfant en Syrie à la fin de l'année dernière, Sébastien Younes. D'après les services de renseignement, le destinataire de la photo se trouve actuellement à Raqa, en Syrie.

C'est ce cliché qu'auraient posté des membres du groupe Etat islamique sur un compte qui pourrait être appartenue à Daech. Le compte a depuis été suspendu sur Twitter et n'est plus accessible.

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Delors : « Il faut refondre cette union économique et monétaire. » Photo AFP

Jacques Del